

AUTONOMIE PROLÉTAIRE

2



« Accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »
(Karl Marx)

numéro 2 – mars 2018

Autonomie prolétaire ou autonomie des communautés autogérées ?

- p.1

L'autonomie, les autonomies, l'organisation sociale post-capitaliste

- p. 3

Les organismes de masse révolutionnaires

-p.5

Insurrection [L'insurrection qui vient]

- p.7

Cellule invisible et société secrète, ou avant-garde?

- p. 12

Julien Coupat s'exprime dans Le Monde

- p.13

Les 20 thèses contre l'idéologie syndicaliste

- p.15

Autonomie prolétaire ou autonomie des communautés autogérées ?

Si l'on considère qu'une révolution est nécessaire pour changer une société, alors inévitablement la question de la destruction de l'État est incontournable.

Si on prend celle-ci sérieusement comme objectif dans une société moderne, développée, alors il n'y a que deux perspectives, toutes deux élaborées dans les années 1970 en Europe.

La première, c'est celle qui affirme que l'avant-garde reconstruit l'antagonisme sous une forme subjective, dynamitant les positions idéologiques et culturelles ennemies, affrontant l'État le long d'une dynamique de classe. C'est le maoïsme.

La seconde, c'est celle qui affirme que des communautés organisées de manière autonome doivent vivre en marge de l'État et s'agglomérer, servant alors de vases communicants à un espace autonome. Ce dernier, toujours plus fort, fait se dissoudre les institutions.

Cette seconde option est celle de Julien Coupat et de sa mouvance. Lancée à la toute fin des années 1990, la proposition stratégique d'insurrection comme aboutissement de la formation de communautés autonomes a connu un succès profond, rassemblant des milliers de personnes à différents niveaux.

L'insurrection qui vient, publié en 2007, a été le point culminant sur le plan idéologique et l'État s'est précipité dès 2008 pour tout étouffer dans l'œuf, ce qui donna naissance à l'affaire Tarnac.

En apparence, l'État s'y est mal pris ; en réalité, il avait compris la dangerosité de la situation et a cherché à frapper de la manière la plus nette, quitte à ce que soit banal.

Peu importe ainsi à l'État le procès qui se tient en ce mois de mars 2018 ; ce qui compte c'est qu'une formation d'initiatives para-étatiques soit écrasée.

Il y avait d'autant plus à gagner que cette proposition d'insurrection était fondée sur une base sociale d'intellectuels et de déclassés, avec un refus total de la politique.

C'est ici qu'on retrouve bien entendu Julien Coupat, qui est pratiquement une figure littéraire d'un roman du 19^e siècle, à ceci près qu'étant déjà issu de la bourgeoisie et passée par une des plus grandes écoles de commerce, il lui fallait trouver une aventure suffisamment marquante.

Il a choisi le discours d'ultra-gauche situationniste proposé par Guy Debord, y ajoutant des relents existentialistes (tirés du philosophe pro-nazi Martin Heidegger) et « désirants » (tirés du philosophe post-moderne Michel Foucault) et de larges emprunts à la conception du mouvement autonome italien des années 1970.

Il a servi de sas intellectuel à toute une mouvance d'esprit anarchiste, mais surtout petit-bourgeois, vivant dans une sphère intellectuelle totalement coupée du prolétariat.

D'où les discours mystiques et millénaristes (avec donc la revue Tiqqun Organe conscient du Parti Imaginaire, l'Appel, ainsi que L'Insurrection qui vient), les marches aux flambeaux et les vies communautaires typiques de l'esprit fasciste des années 1930, etc.

L'insurrection généralisée de petites communautés autonomes, dont la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est une conséquence immédiate d'ailleurs, est un fantasme petit-bourgeois, une tentative petite-bourgeoise de faire reculer la roue de l'histoire.

Julien Coupat lui-même ne parle pas de bourgeoisie, d'ailleurs, mais bien d'une « oligarchie mondiale et française ».

Lui-même prend bien soin de ne rien assumer, prétendant refuser toute hiérarchie, mais étant en réalité incapable d'incarner quoi que ce soit.

Pour cette raison, le procès qui se déroule en ce mois de mars va heureusement mettre un terme à cette mascarade ; le passage pathétique de Julien Coupat le 8 mars à l'émission Envoyé Spécial est déjà une mise à mort d'un show qui a un rôle terriblement négatif ces quinze dernières années.

La mouvance de Julien Coupat, celle du Comité invisible, a en effet amené dans des voies de garage plusieurs milliers de personnes ayant cherché de trouver une voie pour refuser le système dominant.

L'existence de ces milliers de personnes est passée bien entendu inaperçue auprès de pratiquement tout le monde, de par les pratiques blanquistes, conspiratrices de type anarchiste. Elle n'en a pas moins été réelle ; il fut un temps où les squats en France étaient largement sous hégémonie des « invisibles ».

Où sont ces gens ? Ils se sont dispersés, ou bien sont passés dans le camp d'un intellectualisme pseudo-rebelle, dont le site Lundi.am est l'expression idéologique et culturelle.

Tous les discours sur une « autonomie italienne comme en 1977 » se sont révélés mythomanie de petit-bourgeois.

Et qui est-ce que cela aide ? L'État, tout d'abord, qui peut apparaître comme étant « démocratique » car étant possiblement remis en cause. Le discours de Julien Coupat comme quoi il n'y a pas d'ultra-gauche anarcho-autonome, comme quoi l'État fabule, etc. permet l'émergence d'une pseudo-critique de l'État, tout en ne changeant rien sur le fond : l'État reste la contre-insurrection bourgeoise dans son essence même.

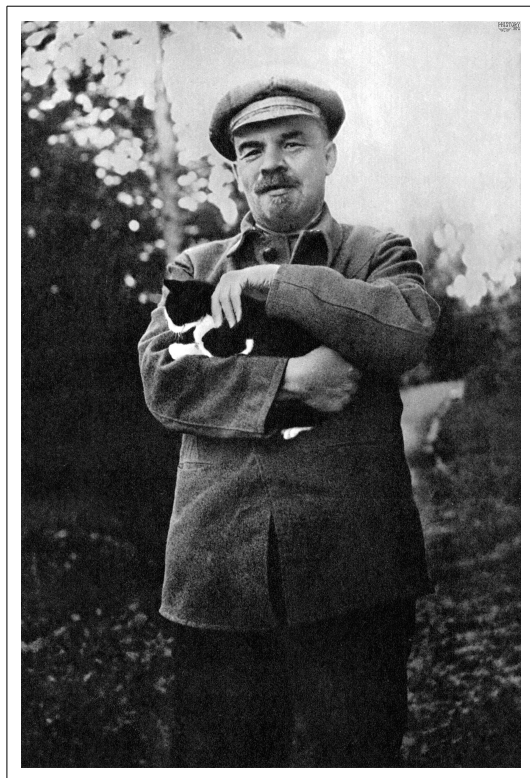
Ensuite, toute une série d'affabulateurs qui, à l'extrême-gauche, prétendent changer les choses réellement tout en apparaissant publiquement, en utilisant facebook, leurs téléphones portables, etc.

Face à l'État et face à ces affabulateurs, la valeur de l'autonomie prolétaire doit donc être défendue. Les errements de la mouvance de Julien Coupat ne condamnent pas l'autonomie, mais la vision d'une autonome coupée du prolétariat, qui se fonderait sur des communautés autogérées établies de manière subjectiviste.

L'autonomie réelle par rapport aux institutions ne peut pas provenir de leur simple refus et du choix de la marginalité, mais bien de l'établissement d'un terrain de lutte se posant en conflit avec les institutions de par leur base même, tout en ayant une dimension populaire dans son essence même.

La mouvance de Julien Coupat a contourné la question du prolétariat, basculant dans l'idéalisme ; elle a nié les questions idéologiques et culturelles, ce qui se voit surtout par sa négation complète du véganisme et de l'écologie comme questions essentielles du 21^e siècle.

Tout éloignement du prolétariat, de la bataille idéologico-culturelle, empêche l'affirmation de l'autonomie prolétaire et conduit inmanquablement à la défaite ou la capitulation.



L'autonomie, les autonomies, l'organisation sociale post- capitaliste (1980)

[Ce texte a été écrit par Lucio Castellano et est tiré d'une introduction à une anthologie de documents de la mouvance autonome italienne de 1980, La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata. Les passages sont tirés de l'ouvrage La Horde d'Or, un ouvrage en français (ordadoro.info) sur l'autonomie italienne.]

Si on en accepte les termes, cette conception est déjà tout entière dans les Quaderni rossi de Panzieri et Tronti. Et on y trouve déjà les grandes lignes de fracture théoriques avec la tradition socialiste du mouvement ouvrier.

Parce qu'il n'y a plus d'autonomie de l'« économique », ni d'objectivité de la crise, mais partout conflit entre organisations et intérêts opposés. Parce que le pouvoir n'est pas d'un seul côté, parce qu'il n'y a pas une classe de « producteurs » qui s'opposerait à celle des « exploités », mais un rapport qui est productif en tant que conflit entre des intérêts en lutte.

Il n'y a pas, par conséquent, de libération qui puisse se résumer à la seule « élimination des exploités », c'est-à-dire à la « socialisation du rapport », au socialisme en somme: il n'y a aucune raison de préférer la planification au marché, il n'y a pas d'autre perspective que celle de prendre le commandement du rapport de développement, que de produire plus de classe ouvrière et moins de capital.

Ce sont là des ruptures importantes qui déterminent une refonte générale des problématiques de l'émancipation.

À commencer par la relativisation du rôle de la conquête du pouvoir politique dans le processus de libération, qui entraîne à son tour un réexamen de l'histoire des classes ouvrières occidentales. Mais aussi le solide ancrage de tout discours sur l'organisation au système des besoins tel qu'il s'exprime matériellement, en tant que niveau effectif de l'autonomie de classe.

Cette analyse s'énonce d'abord dans les termes de l'autonomie politique de classe, c'est-à-dire de l'autonomie du système des besoins, de l'autonomie du pouvoir ouvrier: participation conflictuelle au développement et menace de blocage; c'est-à-dire négociation consciente en vue de satisfaire des intérêts partisans. Mais, parce que le terrain est propice, elle se développe rapidement.

Car si l'on veut bien regarder la société capitaliste non plus comme le lieu du commandement incontesté des intérêts du capital, de la hiérarchie qui s'exprime dans le rapport salarial, mais comme le lieu de l'affrontement entre le travail et le refus du travail; si l'on admet que ce qui s'organise en tant que lutte, ce sont les mêmes ressources qui sont la substance du développement du capital, et qu'il y a une autonomie des besoins sociaux par rapport au commandement sur le travail; qu'à la hiérarchie construite autour du temps de travail s'oppose une autre hiérarchie construite autour du temps de la lutte, du temps libéré du travail, et qu'elle aussi est porteuse de connaissance, qu'elle est réseau de communication et organisation sociale, force productive; si l'on admet tout cela, l'enjeu devient d'accroître et d'enrichir les ressources qui se donnent comme « non capital », de bloquer la synthèse sociale capitaliste, de parvenir à opérer toute une autre synthèse, non pas tant sur le terrain de l'organisation du pouvoir politique que sur celui de la structure des forces productives.

L'enjeu devient alors celui de la déstructuration du rapport de capital.

Si l'on cesse de regarder la société comme le théâtre d'un acteur unique – l'intérêt du capital – mais qu'on la considère au contraire comme rapport de capital, on entrevoit alors la difficile synthèse entre les intérêts de deux camps adverses.

Si outre le principe régulateur de la valeur d'échange, l'intérêt ouvrier de la valeur d'usage est un puissant moteur de la production sociale, si le pouvoir social est scindé, la dynamique du pouvoir ouvrier – non pas le pouvoir « politique » qui prétendrait gouverner l'État, car il n'existe pas et on

n'en sent pas le manque, mais le pouvoir « social » qui, lui, existe et participe dans toute sa puissance au gouvernement de ce monde –, la dynamique de croissance du pouvoir ouvrier et de sa subordination, les termes infinis de sa lutte-négociation pourront être examinés et ressaisis par quiconque en recherchera les lois et le principe de structuration – c'est-à-dire la capacité d'exister en tant qu'organisation sociale post-capitaliste, en tant que communisme.



Les organismes de masse révolutionnaires (1980)

[Document extrait des vingt thèses finales des Brigades Rouges, publiées en 1980 dans L'abeille et le communiste.]

Comment est-ce que doit être entendu le travail de masse de l'Organisation à l'intérieur des organismes de masse révolutionnaires, qui expriment les mouvements de classe réels, même si partiellement, ou, plus généralement, à l'intérieur des couches prolétariennes qui incubent des niveaux de conscience révolutionnaire ou qui manifestent des comportements antagoniques, même si encore à un stade embryonnaire ?

En premier lieu, il convient de préciser que les organismes de masse révolutionnaires ne doivent pas être compris comme des « organismes du parti » ou des « courroies de transmission », mais comme des instruments du pouvoir des masses à l'intérieur duquel le Parti travaille ensemble avec les militants révolutionnaires et les autres éléments les plus avancés et les plus combattifs de la classe.

On doit toujours avoir en vue que la guerre civile est la guerre que le prolétariat révolutionnaire déchaîne pour conquérir le pouvoir et affirmer sa dictature. Il ne s'agit pas d'une « guerre communiste » ni d'une « dictature communiste ». Les communistes luttent non pas pour pour s'affirmer comme « Parti », mais pour affirmer les intérêts du prolétariat et de sa dictature.

Lénine dit :

« Une des erreurs les plus grandes et les plus dangereuses que commettent les communistes, c'est de se figurer que la révolution peut être accomplie par les mains des seuls révolutionnaires. L'avant-garde ne remplit sa mission que lorsqu'elle sait ne pas se détacher de la masse qu'elle dirige, lorsqu'elle sait véritablement faire progresser toute la masse. »

Les organismes de masse révolutionnaire, autrement dit, sont les organismes politico-militaires de combat que les prolétaires se donnent à partir de leurs besoins réels et immédiats. Le caractère politico-militaire prend son origine du fait

que la crise politique et économique de notre formation sociale a rejoint le point que même la lutte pour les objectifs immédiats entrent en contradiction ouverte avec le processus de restructuration que la bourgeoisie impérialiste tente d'importer par tous les moyens.

La lutte avec laquelle les prolétaires tissent leurs besoins immédiats se trouvent immédiatement en contrepoint à la résistance de l'État, qui intervient avec tous ses appareils, syndicaux, politiques, manipulatoires, policiers..., pour neutraliser et écraser.

D'où la nécessité, pour chaque lutte prolétaire qui entend affirmer les besoins vitaux des masses, d'assumer un caractère de pouvoir, et de réaliser une synthèse entre les raisons économiques et les conditions politico-militaires qui ne consentent pas à la satisfaction.

Certes, une telle tendance se manifeste encore de manière contradictoire, mais c'est justement de ce caractère contradictoire du réel que l'Organisation doit partir pour « exister comme Parti », croître et continuer à exercer sa fonction d'avant-garde politico-militaire.

Outre le travail de l'organisation des masses dans les organismes de masse révolutionnaires, le Parti effectue également un travail direct « en tant que tel » au sein des masses, avec comme finalité de les radicaliser et de les renforcer à être elles-mêmes.

C'est un travail avec les éléments les plus avancés et les plus combattifs du prolétariat qui partagent le programme pour la construction des organisations « de masse » du Parti, du maillage pour assumer diverses tâches : de la propagande à l'appui logistique, de l'infiltration de l'ennemi au recrutement.

Le « saut » au Parti se définit aujourd'hui dans la capacité pratique de faire émerger le général du particulier et de faire vivre le général du particulier.

Construire le Parti communiste combattant et les organisations permanentes du pouvoir des masses ne sont pas deux processus séparés dans l'espace et le temps, mais deux faces du même problème : la consolidation du Système du Pouvoir Rouge (...).

Encore à critiquer est la thèse qui soutient que le système du pouvoir prolétaire se construit de lui-même et non pas plutôt dans le rapport au pouvoir ennemi, le pouvoir de la bourgeoisie. En substance, cette thèse nie que le lieu de fondation du pouvoir réside dans le camp de la pratique des classes en lutte.

Elle ne comprend pas que le pouvoir est un rapport de force entre les classes, ou dit de manière meilleure, un ensemble de rapports qui sont reliés dialectiquement, à tous les niveaux de la formation sociale capitaliste, les classes sociales dans leurs intérêts antagoniques.

Un pouvoir prolétaire « séparé », « indépendant » du pouvoir de la bourgeoisie n'existe à aucun niveau, ni économique, ni idéologique et encore moins politique. Le pouvoir d'une classe est en fait sa capacité de réaliser ses propres intérêts spécifiques à l'intérieur du rapport de domination et de subordination qui est déterminée et duquel elle est déterminée. Le pouvoir de la classe est donc l'ensemble des pratiques organisées qu'elle sait développer dans le rapport avec les autres classes, pour affirmer et imposer ses intérêts.

Les pratiques organisées pour réaliser les intérêts économiques, politiques, idéologiques. Les pratiques organisées contre les autres pratiques organisées pour nier ces intérêts et pour en imposer d'autres.

C'est en cela que consiste l'essence de la guerre de classe et c'est pour cela qu'elle définit comme ses sujets d'un côté l'État, qui est le « centre d'exercice du pouvoir » politique, militaire et également toujours plus idéologique et économique, de la bourgeoisie impérialiste ; de l'autre le Système du Pouvoir Rouge.

Construire le pouvoir prolétarien veut dire lutter contre le pouvoir de la classe adverse. Hors de cette relation, dans la société capitaliste métropolitaine, il n'y a pas pour le prolétariat aucune pratique de pouvoir qui peut effectivement aboutir à la libération.

C'est dans l'attaque au cœur de l'État que s'ouvre l'horizon de ses intérêts de classe, fondant toujours

plus pleinement son programme politique général, renforçant et étendant son autonomie.



Les changements qui interviennent dans la société proviennent surtout du développement des contradictions à l'intérieur de la société, c'est-à-dire des contradictions entre les forces productives et les rapports de production, entre les classes, entre le nouveau et l'ancien. Le développement de ces contradictions fait avancer la société, amène le remplacement de la vieille société par la nouvelle. (Mao Zedong)

Insurrection (2007)

[Chapitre final, intitulé Insurrection, de L'Insurrection qui vient.]

La commune est l'unité élémentaire de la réalité partisane. Une montée insurrectionnelle n'est peut-être rien d'autre qu'une multiplication de communes, leur liaison et leur articulation.

Selon le cours des événements, les communes se fondent dans des entités de plus grande envergure, ou bien encore se fractionnent. Entre une bande de frères et de sœurs liés « à la vie à la mort » et la réunion d'une multiplicité de groupes, de comités, de bandes pour organiser l'approvisionnement et l'autodéfense d'un quartier, voire d'une région en soulèvement, il n'y a qu'une différence d'échelle, elles sont indistinctement des communes.

Toute commune ne peut que tendre vers l'auto-subsistance et éprouver en son sein l'argent comme une chose dérisoire et, pour tout dire, déplacée. La puissance de l'argent est de former un lien entre ceux qui sont sans lien, de lier des étrangers en tant qu'étrangers et par là, en mettant toute chose en équivalence, de tout mettre en circulation.

La capacité de l'argent à tout lier se paye de la superficialité de ce lien, où le mensonge est la règle. La défiance est le fond de la relation de crédit. Le règne de l'argent doit toujours être, de ce fait, le règne du contrôle. L'abolition pratique de l'argent ne peut se faire que par l'extension des communes.

L'extension des communes doit pour chacune obéir au souci de ne pas dépasser une certaine taille au-delà de quoi elle perd contact avec elle-même, et suscite presque inmanquablement une caste dominante. La commune préférera alors se scinder et de la sorte s'étendre, en même temps qu'elle prévient une issue malheureuse.

Le soulèvement de la jeunesse algérienne, qui a embrasé toute la Kabylie au printemps 2001, est parvenu à une reprise quasi totale du territoire, attaquant les gendarmeries, les tribunaux et toutes les représentations de l'État, généralisant l'émeute, jusqu'au retrait unilatéral des forces de l'ordre, jusqu'à empêcher physiquement les élections de se tenir. La force du mouvement aura été dans la

complémentarité diffuse entre des composantes multiples – qui ne furent que très partiellement représentées dans les interminables et désespérément masculines assemblées des comités de village et autres comités populaires.

Les «communes» de la toujours frémissante insurrection algérienne ont tantôt le visage de ces jeunes «cramés» à casquette balançant des bouteilles de gaz sur les CNS (CRS) depuis le toit d'un immeuble de Tizi Ouzou, tantôt le sourire narquois d'un vieux maquisard drapé dans son burnous, tantôt encore l'énergie des femmes d'un village de montagne faisant tourner, envers et contre tout, les cultures et l'élevage traditionnels, sans lesquels les blocages de l'économie de la région n'auraient jamais pu être si répétés ni si systématiques. Faire feu de toute crise «Il faut en outre ajouter que l'on ne pourrait pas traiter l'ensemble de la population française.

Il faudra donc faire des choix.» C'est ainsi qu'un expert en virologie résume au Monde ce qui adviendrait en cas de pandémie de grippe aviaire, le 7 septembre 2005. «Menaces terroristes», «catastrophes naturelles», «alertes virales», «mouvements sociaux» et «violences urbaines» sont pour les gestionnaires de la société autant de moments d'instabilité où ils assoient leur pouvoir par la sélection de ce qui leur com plaît et l'anéantissement de ce qui les embarrasse. C'est donc aussi, logiquement, l'occasion pour toute autre force de s'agréger ou de se renforcer, en prenant le parti inverse. L'interruption des flux de marchandises, la suspension de la normalité – il suffit de voir ce qui fait retour de vie sociale dans un immeuble soudainement privé d'électricité pour imaginer ce que pourrait devenir la vie dans une ville privée de tout – et du contrôle policier libèrent des potentialités d'auto-organisation impensables en d'autres circonstances. Cela n'échappe à personne. Le mouvement ouvrier révolutionnaire l'avait bien compris, qui a fait des crises de l'économie bourgeoise les points d'orgue de sa montée en puissance.

Aujourd'hui, les partis islamiques ne sont jamais aussi forts que là où ils ont su intelligemment suppléer à la faiblesse de l'État, par exemple: lors de la mise en place des secours après le tremblement de

terre de Boumerdès en Algérie, ou encore dans l'assistance quotidienne à la population du Liban Sud détruit par l'armée israélienne.

Comme nous le mentionnions plus haut, la dévastation de la Nouvelle-Orléans par l'ouragan Katrina a donné l'occasion à toute une frange du mouvement anarchiste nord-américain de prendre une consistance inconnue en ralliant tous ceux qui, sur place, résistent au déplacement forcé. Les cantines de rue supposent d'avoir pensé au préalable l'approvisionnement; l'aide médicale d'urgence exige que l'on ait acquis le savoir et le matériel nécessaires, tout comme l'installation de radios libres.

Ce qu'elles contiennent de joie, de dépassement de la débrouille individuelle, de réalité tangible insoumise au quotidien de l'ordre et du travail garantit la fécondité politique de pareilles expériences. Dans un pays comme la France, où les nuages radioactifs s'arrêtent à la frontière et où l'on ne craint pas de construire un cancerpôle sur l'ancien site classé Seveso de l'usine AZF, c'est moins sur les crises «naturelles» qu'il faut compter que sur les crises sociales.

C'est aux mouvements sociaux qu'il revient ici le plus souvent d'interrompre le cours normal du désastre. Certes, ces dernières années, les diverses grèves furent principalement des occasions pour le pouvoir et les directions d'entreprises de tester leur capacité à maintenir un « service minimum » toujours plus large, jusqu'à rendre l'arrêt de travail à sa pure dimension symbolique – à peine plus dommageable qu'une chute de neige ou un suicide sur la voie.

Mais en bouleversant les pratiques militantes installées par l'occupation systématique des établissements et le blocage obstiné, les luttes lycéennes de 2005 et contre le CPE ont rappelé la capacité de nuisance et d'offensive diffuse des grands mouvements.

Par toutes les bandes qu'elles ont suscitées dans leur sillage, elles ont laissé entrevoir à quelles conditions des mouvements peuvent devenir le lieu d'émergence de nouvelles communes. Saboter toute instance de représentation. Généraliser la palabre.

Abolir les assemblées générales Tout mouvement social rencontre comme premier obstacle, bien avant la police proprement dite, les forces syndicales et toute cette micro-bureaucratie dont la vocation est d'encadrer les luttes. Les communes, les groupes de base, les bandes se défient spontanément d'elles. C'est pourquoi les parabureaucrates ont inventé depuis vingt ans les coordinations qui, dans leur absence d'étiquette, ont l'air plus innocentes, mais n'en demeurent pas moins le terrain idéal de leurs manœuvres.

Qu'un collectif égaré s'essaie à l'autonomie et ils n'ont alors de cesse de le vider de tout contenu en écartant résolument les bonnes questions. Ils sont farouches, ils s'échauffent; non par passion du débat, mais dans leur vocation à le conjurer. Et quand leur défense acharnée de l'apathie a enfin raison du collectif, ils en expliquent l'échec par le manque de conscience politique.

Il faut dire qu'en France, grâce notamment à l'activité forcenée des différentes chapelles trotskistes, ce n'est pas l'art de la manipulation politique qui fait défaut dans la jeunesse militante. De l'incendie de novembre 2005, ce n'est pas elle qui aura su tirer cette leçon: toute coordination est superflue là où il y a de la coordination, les organisations sont toujours de trop là où l'on s'organise.

Un autre réflexe est, au moindre mouvement, de faire une assemblée générale et de voter. C'est une erreur. Le simple enjeu du vote, de la décision à remporter, suffit à changer l'assemblée en cauchemar, à en faire le théâtre où s'affrontent toutes les prétentions au pouvoir. Nous subissons là le mauvais exemple des parlements bourgeois.

L'assemblée n'est pas faite pour la décision mais pour la palabre, pour la parole libre s'exerçant sans but. Le besoin de se rassembler est aussi constant, chez les humains, qu'est rare la nécessité de décider. Se rassembler répond à la joie d'éprouver une puissance commune. Décider n'est vital que dans les situations d'urgence, où l'exercice de la démocratie est de toute façon compromis.

Pour le reste du temps, le problème n'est celui du « caractère démocratique du processus de prise de décision » que pour les fanatiques de la procédure.

Il n'y a pas à critiquer les assemblées ou à les désertier, mais à y libérer la parole, les gestes et les jeux entre les êtres. Il suffit de voir que chacun n'y vient pas seulement avec un point de vue, une motion, mais avec des désirs, des attachements, des capacités, des forces, des tristesses et une certaine disponibilité.

Si l'on parvient ainsi à déchirer ce fantasme de l'Assemblée Générale au profit d'une telle assemblée des présences, si l'on parvient à déjouer la toujours renaissante tentation de l'hégémonie, si l'on cesse de se fixer la décision comme finalité, il y a quelques chances que se produise une de ces prises en masse, l'un de ces phénomènes de cristallisation collective où une décision prend les êtres, dans leur totalité ou seulement pour partie.

Il en va de même pour décider d'actions. Partir du principe que «l'action doit ordonner le déroulement d'une assemblée», c'est rendre impossible tant le bouillonnement du débat que l'action efficace. Une assemblée nombreuse de gens étrangers les uns aux autres se condamne à commettre des spécialistes de l'action, c'est-à-dire à délaissier l'action pour son contrôle.

D'un côté, les mandatés sont par définition entravés dans leur action, de l'autre, rien ne les empêche de berner tout le monde. Il n'y a pas à poser une forme idéale à l'action. L'essentiel est que l'action se donne une forme, qu'elle la suscite et ne la subisse pas. Cela suppose le partage d'une même position politique, géographique – comme les sections de la Commune de Paris pendant la Révolution française –, ainsi que le partage d'un même savoir circulant.

Quant à décider d'actions, tel pourrait être le principe: que chacun aille en reconnaissance, qu'on recoupe les renseignements, et la décision viendra d'elle-même, elle nous prendra plus que nous ne la prendrons. La circulation du savoir annule la hiérarchie, elle égalise par le haut.

Communication horizontale, proliférante, c'est aussi la meilleure forme de coordination des différentes communes, pour en finir avec l'hégémonie. Bloquer l'économie, mais mesurer notre puissance de blocage à notre niveau d'auto-organisation Fin juin 2006, dans tout l'État de

Oaxaca, les occupations de mairies se multiplient, les insurgés occupent des édifices publics. Dans certaines communes, ils expulsent les maires et réquisitionnent les véhicules officiels. Un mois plus tard, les accès à certains hôtels et complexes touristiques sont bloqués. Le ministre du Tourisme parle de catastrophe « comparable à l'ouragan Wilma ».

Quelques années plus tôt, le blocage était devenu l'une des principales formes d'action du mouvement de révolte argentin, les différents groupes locaux se portant mutuellement secours en bloquant tel ou tel axe, menaçant en permanence, par leur action conjointe, de paralyser tout le pays si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Une telle menace fut longtemps un puissant levier aux mains des cheminots, électriciens-gaziers, chauffeurs routiers.

Le mouvement contre le CPE n'a pas hésité à bloquer gares, périphériques, usines, autoroutes, supermarchés et même aéroports. Il ne fallait pas plus de trois cents personnes, à Rennes, pour immobiliser la rocade pendant des heures et provoquer quarante kilomètres de bouchons. Tout bloquer, voilà désormais le premier réflexe de tout ce qui se dresse contre l'ordre présent.

Dans une économie délocalisée, où les entreprises fonctionnent à flux tendu, où la valeur dérive de la connexion au réseau, où les autoroutes sont des maillons de la chaîne de production dématérialisée qui va de sous-traitant en sous-traitant et de là à l'usine de montage, bloquer la production, c'est aussi bien bloquer la circulation.

Mais il ne peut s'agir de bloquer plus que ne l'autorise la capacité de ravitaillement et de communication des insurgés, l'auto-organisation effective des différentes communes. Comment se nourrir une fois que tout est paralysé ?

Piller les commerces, comme cela s'est fait en Argentine, a ses limites; aussi immenses que soient les temples de la consommation, ils ne sont pas d'infinis garde-manger. Acquérir dans la durée l'aptitude à se procurer la subsistance élémentaire implique donc de s'appropriier les moyens de leur production. Et sur ce point, il paraît bien inutile d'attendre plus longtemps. Laisser comme

aujourd'hui à deux pour cent de la population le soin de produire l'alimentation de tous les autres est une ineptie historique autant que stratégique.

Libérer le territoire de l'occupation policière. Éviter autant que possible l'affrontement direct « Cette affaire met en lumière que nous n'avons pas à faire à des jeunes qui réclament davantage de social mais à des individus qui déclarent la guerre à la République », notait un flic lucide à propos de récentes embuscades. L'offensive visant à libérer le territoire de son occupation policière est déjà engagée, et peut compter sur les inépuisables réserves de ressentiment que ces forces ont réunies contre elles.

Les « mouvements sociaux » eux-mêmes sont peu à peu gagnés par l'émeute, non moins que les fêtards de Rennes qui pendant l'année 2005 ont affronté les CRS tous les jeudis soir ou ceux de Barcelone qui ont récemment, lors d'un botellion, dévasté une artère commerciale de la ville. Le mouvement contre le CPE a vu le retour régulier du cocktail molotov.

Mais sur ce point, certaines banlieues restent indépassées. Notamment dans cette technique qui se perpétue depuis longtemps déjà: le guet-apens. Ainsi celui du 13 octobre 2006 à Épinay: des équipes de la BAC tournaient vers 23 heures à la suite d'un appel signalant un vol à la roulotte; à leur arrivée, une des équipes « s'est trouvée bloquée par deux véhicules placés en travers de la route et par plus d'une trentaine d'individus, porteurs de barres de fer et d'armes de poing qui ont jeté des pierres sur le véhicule et utilisé à l'encontre des policiers du gaz lacrymogène ». À plus petite échelle, on pense aux commissariats de quartiers attaqués pendant les heures de fermeture: vitres cassées, voitures incendiées. C'est un des acquis des derniers mouvements qu'une véritable manifestation est dorénavant « sauvage », non déclarée à la préfecture.

Ayant le choix du terrain, on aura soin, comme le Black Bloc à Gênes en 2001, de contourner les zones rouges, de fuir l'affrontement direct et, décidant du trajet, de promener les flics au lieu d'être promenés par la police, notamment syndicale, notamment pacifiste. Il s'est vu alors qu'un millier de personnes

déterminées fasse reculer des cars entiers de carabinieri pour finalement les incendier. L'important n'est pas tant d'être le mieux armé que d'avoir l'initiative. Le courage n'est rien, la confiance dans son propre courage est tout. Avoir l'initiative y contribue.

Tout incite, cependant, à envisager les confrontations directes comme des points de fixation des forces adverses permettant de temporiser et d'attaquer ailleurs – même tout près. Qu'on ne puisse pas empêcher qu'une confrontation ait lieu n'interdit pas d'en faire une simple diversion. Plus encore qu'aux actions, il faut s'attacher à leur coordination. Harceler la police, c'est faire qu'étant partout, elle ne soit nulle part efficace.

Chaque acte de harcèlement ranime cette vérité, énoncée en 1842: « La vie de l'agent de police est pénible; sa position au milieu de la société aussi humiliante et méprisée que le crime même [...] La honte et l'infamie l'enserrent de toutes parts, la société le chasse de son sein, l'isole comme un paria, lui crache son mépris avec sa paie, sans remords, sans regrets, sans pitié [...] la carte de police qu'il porte dans sa poche est un brevet d'ignominie. »

Le 21 novembre 2006, les pompiers en manifestation à Paris ont attaqué les CRS à coups de marteau et en ont blessé quinze. Cela pour rappeler qu'« avoir la vocation d'aider » ne pourra jamais être une excuse valable pour intégrer la police. Être en armes. Tout faire pour en rendre l'usage superflu. Face à l'armée, la victoire est politique.

Il n'y a pas d'insurrection pacifique. Les armes sont nécessaires: il s'agit de tout faire pour en rendre l'usage superflu. Une insurrection est davantage une prise d'armes, une « permanence armée », qu'un passage à la lutte armée.

On a tout intérêt à distinguer l'armement de l'usage des armes. Les armes sont une constante révolutionnaire, bien que leur utilisation soit peu fréquente, ou peu décisive, dans les moments de grand retournement: 10 août 1792, 18 mars 1871, octobre 1917. Quand le pouvoir est dans le caniveau, il suffit de le piétiner.

Dans la distance qui nous en sépare, les armes ont acquis ce double caractère de fascination et de dégoût, que seul leur maniement permet de surmonter. Un authentique pacifisme ne peut pas être refus des armes, seulement de leur usage. Être pacifiste sans pouvoir faire feu n'est que la théorisation d'une impuissance. Ce pacifisme a priori correspond à une sorte de désarmement préventif, c'est une pure opération policière. En vérité, la question pacifiste ne se pose sérieusement que pour qui a le pouvoir de faire feu.

Et dans ce cas, le pacifisme sera au contraire un signe de puissance, car c'est seulement depuis une extrême position de force que l'on est délivré de la nécessité de faire feu. D'un point de vue stratégique, l'action indirecte, asymétrique, semble la plus payante, la plus adaptée à l'époque: on n'attaque pas frontalement une armée d'occupation.

Pour autant, la perspective d'une guérilla urbaine à l'irakienne, qui s'enliserait sans possibilité d'offensive, est plus à craindre qu'à désirer. La militarisation de la guerre civile, c'est l'échec de l'insurrection. Les Rouges peuvent bien triompher en 1921, la Révolution russe est déjà perdue.

Il faut envisager deux types de réactions étatiques. L'une d'hostilité franche, l'autre plus sournoise, démocratique. La première appelant la destruction sans phrase, la seconde, une hostilité subtile mais implacable: elle n'attend que de nous enrôler. On peut être défait par la dictature comme par le fait d'être réduit à ne plus s'opposer qu'à la dictature.

La défaite consiste autant à perdre une guerre qu'à perdre le choix de la guerre à mener. Les deux sont du reste possibles, comme le prouve l'Espagne de 1936 : par le fascisme, par la république, les révolutionnaires y furent doublement défaits. Dès que les choses deviennent sérieuses, c'est l'armée qui occupe le terrain. Son entrée en action paraît moins évidente.

Il faudrait pour cela un État décidé à faire un carnage, ce qui n'est d'actualité qu'à titre de menace, un peu comme l'emploi de l'arme nucléaire depuis un demi-siècle. Il reste que, blessée depuis longtemps, la bête étatique est dangereuse. Il reste que face à l'armée, il faut une foule nombreuse,

envahissant les rangs, et fraternisant.

Il faut le 18 mars 1871. L'armée dans les rues, c'est une situation insurrectionnelle. L'armée entrée en action, c'est l'issue qui se précipite. Chacun se voit sommé de prendre position, de choisir entre l'anarchie et la peur de l'anarchie. C'est comme force politique qu'une insurrection triomphe. Politiquement, il n'est pas impossible d'avoir raison d'une armée.

Déposer localement les autorités La question, pour une insurrection, est de se rendre irréversible. L'irréversibilité est atteinte lorsque l'on a vaincu, en même temps que les autorités le besoin d'autorité, en même temps que la propriété le goût de s'approprier, en même temps que toute hégémonie le désir d'hégémonie.

C'est pourquoi le processus insurrectionnel contient en lui-même la forme de sa victoire, ou celle de son échec. En fait d'irréversibilité, la destruction n'a jamais suffi. Tout est dans la manière. Il y a des façons de détruire qui provoquent inmanquablement le retour de ce que l'on a anéanti. Qui s'acharne sur le cadavre d'un ordre s'assure de susciter la vocation de le venger. Aussi, partout où l'économie est bloquée, où la police est neutralisée, il importe de mettre le moins de pathos possible dans le renversement des autorités.

Elles sont à déposer avec une désinvolture et une dérision scrupuleuses. À la décentralisation du pouvoir répond, dans cette époque, la fin des centralités révolutionnaires. Il y a bien encore des Palais d'Hiver, mais qui sont plus désignés à l'assaut des touristes qu'à celui des insurgés. On peut prendre Paris, ou Rome, ou Buenos Aires, de nos jours, sans remporter la décision. La prise de Rungis aurait certainement plus d'effets que celle de l'Élysée.

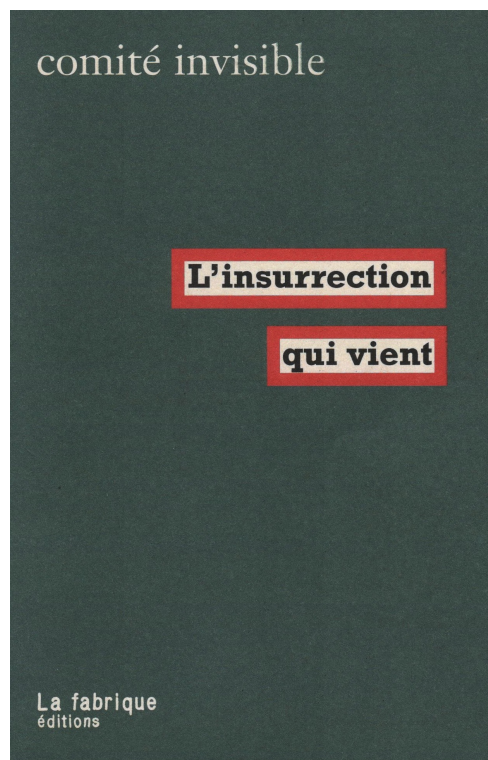
Le pouvoir ne se concentre plus en un point du monde, il est ce monde même, ses flux et ses avenues, ses hommes et ses normes, ses codes et ses technologies. Le pouvoir est l'organisation même de la métropole. Il est la totalité impeccable du monde de la marchandise en chacun de ses points. Aussi, qui le défait localement produit au travers des réseaux une onde de choc planétaire. Les

assaillants de Clichy-sous-Bois ont réjoui plus d'un foyer américain, tandis que les insurgés de Oaxaca ont trouvé des complices en plein coeur de Paris. Pour la France, la perte de centralité du pouvoir signifie la fin de la centralité révolutionnaire parisienne. Chaque nouveau mouvement depuis les grèves de 1995 le confirme.

Ce n'est plus là que surgissent les menées les plus osées, les plus consistantes. Pour finir, c'est comme simple cible de razzia, comme pur terrain de pillage et de ravage que Paris se distingue encore. Ce sont de brèves et brutales incursions venues d'ailleurs qui s'attaquent au point de densité maximale des flux métropolitains.

Ce sont des traînées de rage qui sillonnent le désert de cette abondance factice, et s'évanouissent. Un jour viendra où sera grandement ruinée cette effroyable concrétion du pouvoir qu'est la capitale, mais ce sera au terme d'un processus qui sera partout plus avancé que là.

Tout le pouvoir aux communes!



Cellule invisible et société secrète, ou avant-garde? (2008)

[Publié le 17 novembre 2008 sur Contre-informations.fr.]

Il y a une chose qui a frappé les esprits avec l'arrestation des 9 personnes accusées de composer une «cellule invisible»: la facilité avec laquelle l'Etat a mis les gens en prison malgré l'absence de «preuves».

Il y en avait tellement peu des «preuves» qu'on a même eu droit à un véritable magouillage juridique permettant de passer d'une affaire à une autre, c'est-à-dire des sabotages des lignes de TGV à une prétendue enquête «antérieure» concernant la mouvance «anarcho-autonome». Cette magouille va permettre de garder plusieurs mois, voire années, les activistes arrêtés en préventive s'il le désire.

Quant aux preuves... on trouve pêle-mêle le fait de ne rien dire aux flics, le fait d'avoir chez soi des dépliantes avec les horaires des trains...

Il va de soi que la démocratie bourgeoise est en réalité la dictature de la bourgeoisie, et que le cas échéant le masque tombe et la répression se montre dans toute sa cruauté.

Mais ici les choses sont plus simples et il y a une contradiction qui explique en grande partie la largeur et la facilité de la répression.

Cette contradiction, c'est celle qu'il y a entre la prétention révolutionnaire et «insurrectionnaliste» de la «cellule invisible» et sa réalité qui est celle d'une société secrète.

Une avant-garde révolutionnaire est par essence liée au peuple. Elle cherche la protection des masses. Ses activistes sont dans le peuple comme des poissons dans l'eau.

Mais tel n'est pas le cas d'une société secrète, dont les membres cultivent l'isolement en cercle fermé et les décisions en laboratoire.

Partant de là, lorsque la société secrète décide de «passer à l'action», ses décisions politiques se transforment en décisions purement «militaires».

Et alors en cas de destruction militaire justement, en cas de répression, il ne reste plus rien, la société secrète fonctionnant en vase clos.

Voilà pourquoi la campagne de lynchage étatique et médiatique a été si facile.

Les masses connaissent l'extrême-gauche, celle issue de mai 1968: les maoïstes, les anarchistes ou encore les trotskystes.

Mais elles ne connaissent pas ce qu'on appelle l'ultra-gauche, qui n'a ni revendications ni programmes, et dont même «l'insurrection» ne se présente pas sous la forme du traditionnel « grand soir ».

Il suffisait alors pour l'Etat de mettre en avant les origines bourgeoises des membres de la «cellule invisible» pour que les masses se détournent de la «proposition stratégique» de la «cellule invisible».

Le leçon -malheureuse mais politique- de cela est que sans la protection des masses, les révolutionnaires ne sont rien face à l'Etat.

Ce qui a aidé à l'Etat bourgeois dans sa capacité répressive est l'orientation politique erronée, faisant que la «cellule invisible» n'avance ni idéologie, ni revendications, ni d'analyses de la société et surtout ne cherche pas à lier ses actions à la lutte de classe.

Partant là, le document «L'insurrection qui vient» se transforme en son contraire: d'oeuvre littéraire ayant un écho dans le milieu intellectuel parisien, elle s'est transformée en ce que l'Etat a considéré comme une déclaration de guerre.

D'où les déclarations systématiques d'universitaires ultra gauchistes (comme Sébastien Schiffres ou Olivier Pascault) pour affirmer que l'intellectuel de la «cellule invisible» n'est en fait ... qu'un intellectuel et pas un révolutionnaire.

Que va faire Julien Coupat, l'intellectuel en question?

Va-t-il politiser son discours et affronter l'Etat en se plaçant selon le point de vue de la lutte des classes? Ou bien abandonner l'insurrection au profit d'une

carrière littéraire qui lui tend les bras?

Maintenant que la société secrète qu'il a construite s'est effondrée, là est la question.

Julien Coupat s'exprime dans Le Monde (2009)

[Article publié le premier juin 2009 sur Contre-informations.fr sous le titre Idéologie du Comité invisible : anti-communisme, contre-révolution et fantasmes fascisants.]

Julien Coupat, fondateur du Comité invisible, a longuement répondu à des questions posées par un grand quotidien bourgeois.

L'ensemble est un bavardage pompeux, prétentieux et incompréhensible d'un intellectuel bourgeois qui, à l'évidence, a beaucoup d'admiration pour lui-même. Cette interview écrite reprend d'ailleurs les codes typiques d'une discussion bourgeoise, où les interlocuteurs essaient de s'impressionner mutuellement en étalant leurs références culturelles, comme le fait ici Coupat.

Ce n'est pas tant le fait que Coupat soit bourgeois qui importe mais son incapacité idéologique à se mettre au service du peuple. C'est simple, Coupat ne voit même pas le prolétariat, il n'en parle jamais, tout occupé qu'il est à se complaire dans sa culture.

Tout au plus oppose-t-il une «une élite impériale de citoyens et des masses plébéiennes tenues en marge de tout». Lorsqu'on lui rappelle qu'il vient d'un milieu très aisé, il dit même (citant Hegel): «Il y a de la plèbe dans toutes les classes».

Le plèbe, ce mot typiquement grand bourgeois pour désigner les masses populaires.

Le fondateur du Comité invisible est donc au service de lui-même, de son discours délibérément obscur car ne voulant pas compromettre à son auteur une voie de sortie littéraire, dans ce pays, la France, qui respecte tellement le verbe creux du moment qu'il est recouvert d'un vernis «artistique».

Quelques idées émergent quand même de ce long exposé d'intellectuel égocentrique et suffisent à en

dire long sur l'idéologie contre-révolutionnaire qui anime le comité invisible.

Tout d'abord, le texte est marqué par une approche profondément anticommuniste, il utilise le terme "stalinien" de manière péjorative et parle de "grisaille soviétique" à propos du NPA, ce qui déjà en soi montre que le fondateur du Comité invisible est totalement à côté de la plaque.

Ce rejet du communisme explique la fascination pour "la rue", notion abstraite niant la lutte de classes.

"La seule force qui soit à même de faire pièce au gang sarkozyste, son seul ennemi réel dans ce pays, c'est la rue, la rue et ses vieux penchants révolutionnaires. Elle seule, en fait, dans les émeutes qui ont suivi le second tour du rituel plébiscitaire de mai 2007, a su se hisser un instant à la hauteur de la situation. Elle seule, aux Antilles ou dans les récentes occupations d'entreprises ou de fàcs, a su faire entendre une autre parole", écrit Coupat.

Ainsi, pour Coupat, l'ennemi c'est Sarkozy et non l'Etat bourgeois, le capitalisme.

Pour Coupat, ce n'est pas le prolétariat qui exprime le besoin de communisme, mais "la rue" qui a des "penchants révolutionnaires". Coupat méprise le rôle de direction de la classe ouvrière dans la révolution car elle est consciente de sa responsabilité historique, et remplace cela par une attirance "naturelle" (c'est bien l'idée du mot "penchant") pour la révolution.

Or, la classe ouvrière ne fait pas la révolution par inclination naturelle mais parce qu'elle n'a pas le choix!

"La rue", lieu de prédilection de la "plèbe" est le concept central de Coupat car il permet d'effacer la lutte de classes, de remplacer la lutte du prolétariat pour renverser la bourgeoisie par un regroupement indistinct, dépourvu d'identité de classe en lutte contre... Sarkozy et sa "clique"!

Il s'agit là d'une référence claire à la collaboration de classe (contre des usurpateurs au pouvoir) qui forme une des bases du fascisme.

Et d'une référence culturelle très claire: celle du Paris de Baudelaire, grande référence du comité invisible (voir "Explication de la doctrine secrète du Comité invisible").

D'ailleurs, Coupat ne s'arrête pas là. Plus loin, il écrit : *"Car ce qui s'avère, sous les dehors d'une "crise économique", d'un "effondrement de la confiance", d'un "rejet massif des classes dirigeantes", c'est bien la fin d'une civilisation, l'implosion d'un paradigme : celui du gouvernement, qui réglait tout en Occident – le rapport des êtres à eux-mêmes non moins que l'ordre politique, la religion ou l'organisation des entreprises."*

La fin de la "civilisation" est un bien un concept fasciste, car le fascisme se propose justement de régénérer une "civilisation" décadente par le retour idéalisé à de "vraies valeurs".

De la même manière, la "rue" de Coupat est un concept idéaliste fortement imprégné d'un romantisme de la révolte qui plaît aux bourgeois par son côté littéraire, tragique. C'est précisément cette idée qu'exprime Coupat en parlant de "révolte cruelle mais bouleversante".

Les masses, elles, ne font pas la révolution pour la beauté du geste et la pose romantique, les masses font la révolution pour briser leurs chaînes, écraser l'exploitation capitaliste au service de la bourgeoisie, et prendre le pouvoir!

« La révolution n'est pas un dîner de gala ; elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin ou une broderie ; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme.

La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre. » (Mao Zedong)

Mais si Coupat reste cloué au stade de la révolte idéalisée, c'est parce qu'il refuse le communisme et par conséquent ne trace aucune perspective révolutionnaire. Coupat et le comité invisible, c'est "la révolte pour la révolte", sans guerre populaire prolongée et sans communisme, à l'image des

artistes qui se complaisent dans “l’art pour l’art” sans servir le peuple.

Coupat est obligé de réfléchir ainsi car il refuse toute direction, il refuse le Parti.

Pourtant, seul le Parti communiste formé de révolutionnaires professionnels et disciplinés guide les masses vers la révolution, vers le communisme.

En France, seul le PCMLM assume la tâche historique de la révolution et se réclame de l’idéologie révolutionnaire de notre époque : le marxisme-léninisme-maoïsme.

Coupat, de son côté, caricature l’histoire, signe qu’il méprise l’histoire révolutionnaire des masses qui se confond avec celle du communisme.

Coupat est un héritier du 19^e siècle, de la période des comités (de salut public, insurrectionnel...) qui décrète la révolte pour le peuple et en dehors de lui, à une époque où la classe ouvrière naissante était encore inorganisée, une inorganisation qui convient aujourd’hui parfaitement au comité invisible... et aux classes dominantes.

En fin de compte, la bourgeoisie se permet d’offrir une tribune à Coupat dans un de ses principaux journaux, parce que le comité invisible n’est que l’expression désorganisée d’une petite-bourgeoisie contre-révolutionnaire qui panique dans le contexte de crise générale du capitalisme.

C’est en raison de cette désorganisation, source d’imprévisibilité, que la bourgeoisie est intervenue pour coffrer Coupat et les autres membres du comité invisible. Mais tandis que ces derniers se recycleront bientôt dans des carrières universitaires, le prolétariat réclame aujourd’hui l’organisation de sa lutte à mort contre la bourgeoisie, jusqu’au communisme!



Les 20 thèses contre l’idéologie syndicaliste

1. Le syndicalisme est une démarche historiquement nécessaire de la classe ouvrière pour améliorer ses conditions d’existence au sein des entreprises, afin d’améliorer le quotidien.

Les revendications se sont élargies à l’ensemble de la vie quotidienne, faisant notamment de la revendication économique de la journée de huit heures un projet social. Les congés payés sont un exemple de ce prolongement du domaine économique au social.

2. Les revendications syndicales ne peuvent pas être victorieuses sur le long terme, en raison de la crise générale du capitalisme provoquée par la baisse tendancielle du taux de profit.

L’appauvrissement général des larges masses est un phénomène inévitable, provoqué par le besoin de profits toujours plus élargis de la part du capitalisme. Le combat revendicatif est nécessaire tactiquement pour organiser les masses et améliorer leur sort, mais s’insère dans la question stratégique de la bataille pour la direction de la société.

3. Pour cette raison, le mouvement ouvrier a historiquement placé le syndicalisme comme étant secondaire par rapport à la social-démocratie comme parti politique porteur de valeurs idéologiques, culturelles et morales.

Le syndicalisme n’était qu’un aspect de l’organisation des masses devant se faire à tous les niveaux – que ce soit dans les activités culturelles comme les activités sportives.

4. Le fascisme, comme mouvement plébéen, tente de récupérer l’esprit des revendications syndicales en les plaçant dans le giron du nationalisme, afin de soutenir un projet de mobilisation totale, conforme aux besoins militaristes de la fraction la plus agressive de la bourgeoisie.

5. Le mouvement ouvrier a connu une scission historique à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Alors que la social-démocratie s’est développée de manière particulièrement forte en Allemagne, en

Autriche, en Bohême-Moravie, elle a été inexistante en France, en Italie et en Espagne, où le parti socialiste a en réalité été un parti syndicaliste-républicain.

6. En France, la définition de « communiste » a été confondu historiquement avec celle de syndicaliste considérant comme nécessaire l'existence d'un parti présentant politiquement les thèses syndicalistes. L'avènement de Maurice Thorez à la direction du Parti Communiste français correspond à cette confusion.

7. Le maintien, après 1989 et la chute du bloc soviétique social-impérialiste, de l'existence du Parti « Communiste » français (devenu révisionniste à partir de 1953) tient à sa liaison organique avec la CGT.

Alors que, conformément à l'esprit de la social-démocratie historique, le syndicat doit être un relais du Parti, c'est le contraire qui s'est produit.

8. Mai 1968 a été un élément essentiel du processus de continuation de la ligne du PCF comme « parti syndicaliste » de Maurice Thorez : face au maoïsme et ses questions idéologiques et culturelles, le PCF devenu révisionniste a encore plus renforcé sa perspective uniquement économique et social.

9. Le fascisme – comme proposition d'un idéal, d'abnégation, d'épopée, bien que sur une base résolument fausse et démagogique – profite résolument des espaces béants laissés par l'économisme de l'idéologie syndicaliste.

De par son institutionnalisation, le syndicalisme tend en effet d'autant plus à l'esprit étroit, à la mesquinerie, à la corruption par le capitalisme le plus parasitaire.

10. L'anarchisme est historiquement le courant anti-politique qui s'est opposé à l'émergence de la social-démocratie. En France, en Italie et en Espagne, il est tout à fait naturel qu'il se tourne de manière volontaire vers le « syndicalisme révolutionnaire » et sa « pureté » anti-politique, opposé à toute option culturelle et idéologique.

11. L'anarchisme et le fascisme profitent d'autant plus de l'inexistence d'une réelle social-démocratie historique qu'il y a, à la place un parti socialiste

d'idéologie pragmatique, sur une base sociale-républicaine, d'esprit laïc et positiviste.

L'opportunisme socialiste a comme prix l'anarchisme et le fascisme, qui eux-mêmes renforcent le républicanisme « social », etc.

12. La raison historique pour l'inexistence d'une social-démocratie réelle en France, en Italie et en Espagne tient à l'ampleur idéologique du catholicisme social, à l'ancrage de l'idéologie de la petite propriété, à la très importante proportion de paysannerie dans l'économie jusqu'au milieu du XXe siècle.

13. L'économie capitaliste a besoin de travailleurs organisés pour moderniser toujours davantage sa production. En ce sens, des syndicats non pas de masse, mais ayant une représentativité de masse, font tout à fait l'affaire. La dépendance financière des syndicats vis-à-vis des institutions est la garantie de leur intégration.

14. Le maoïsme, depuis son apparition comme idéologie dans les années 1960, a toujours rejeté le soutien à l'idéologie syndicaliste, ainsi qu'aux syndicats comme fin en soi. L'autonomie des masses sur le plan de l'organisation est impératif et concerne non pas simplement l'aspect économique, mais également culturel et idéologique.

15. Le faux maoïsme, forme thorézienne de gauche, n'est qu'une variante du syndicalisme révolutionnaire, suivant la considération tout à fait erronée qu'un communiste serait un syndicaliste qui aille jusqu'au bout.

Il est significatif que la Gauche Prolétarienne, la plus haute forme de maoïsme en France dans les années 1960, ait, suite à sa décadence et sa capitulation, vu ses militants rejoindre les rangs de l'intellectualisme bourgeois ou bien du syndicalisme révolutionnaire.

16. Il est tout à fait significatif que le syndicalisme français ait, historiquement, toujours salué la Charte d'Amiens de 1906, qui avait reçu alors 830 voix sur 839 au congrès de la CGT. Rédigée par les anarchistes Victor Griffuelhes et Émile Pouget, cette charte prône le refus de la politique au nom d'une prétendue « efficacité » qui, en réalité, réduit la lutte à une bataille économique contre le

patronat, sans voir l'ampleur de l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie.

On y lit ainsi notamment que « le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ».

17. L'idéologie syndicaliste a été le fléau qui a ravagé les luttes de classes en France, amenant les luttes à s'enfermer dans un esprit économiste étroit, soumettant les masses aux pires influences idéologiques et culturelles de la bourgeoisie, donnant des ailes aux réformistes sociaux se maquillant en « révolutionnaires » au moyen de revendications économiques de façade.

18. Rejeter la réduction des luttes de classes à la question simplement économique est la base nécessaire pour avancer dans le processus révolutionnaire. L'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne chinoise est ici l'expérience dont on peut le plus profiter.

19. La négation de l'idéologie et de la culture par les forces anarchistes, « communistes » révisionnistes, trotskystes... bref les forces de l'idéologie syndicaliste, doit être combattue de manière la plus vigoureuse par la défense de l'idéologie et de la culture par le Parti Communiste de France comme noyau d'avant-garde, fondé sur le matérialisme dialectique, c'est-à-dire aujourd'hui le marxisme-léninisme-maoïsme.

20. Le changement de société ne consistera certainement pas en un coup de force économique, comme feignent de le croire les forces relevant de l'idéologie syndicaliste, mais de l'organisation générale de masses renversant l'État pour en former un nouveau, la classe ouvrière en armes prenant les commandes à la fois de l'économie, de la culture, de l'idéologie.

Parti Communiste de France
(marxiste-léniniste-maoïste)
Juin 2016



Rappel du sommaire du numéro 1 de novembre
2017 :

Sept questions au PCF(MLM)

- p.1

La paupérisation selon Karl Marx

- p.4

CPM : lutte sociale et organisation
dans la métropole (1970)

- p.21

Emmanuel Macron sur le décès de

Jack Ralite

- p.48